



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 11/07/2025

Reçu en préfecture le 11/07/2025

Publié le

ID : 062-286200027-20250710-2025\_48-DE



## CONVENTION

### CONVENTION D'ORGANISATION PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU PAS-DE-CALAIS DES COMMISSIONS DE SELECTION PREVUES PAR LE DECRET N°2020-569 DU 13 MAI 2020

**ENTRE,**

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais, représenté par son président, Monsieur René HOCQ, agissant en cette qualité conformément à la délibération n° XXXXX du Conseil d'Administration en date du 10 juillet 2025, d'une part,

**ET,**

La collectivité/ l'établissement : \_\_\_\_\_

représenté(e) par son Maire/son Président \_\_\_\_\_

agissant en cette qualité conformément à la délibération du conseil \_\_\_\_\_

en date du \_\_\_\_\_. d'autre part,

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique ;

**Vu** le Code du travail ;

**Vu** le Décret n° 2020-569 du 13 mai 2020 fixant pour une période limitée les modalités dérogatoires d'accès par la voie du détachement à un corps ou cadre d'emplois de niveau supérieur ou de catégorie supérieure instituées en faveur des fonctionnaires bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés ;

**Vu** la délibération n°2024-09 fixant le barème de rémunération des intervenants pour les concours ou examens professionnels organisés par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais ;

**VU** la délibération du conseil d'administration du Centre de Gestion du Pas-de-Calais n°XXXXXX du 10 juillet 2025 relative à l'organisation par délégation des procédures de sélection des candidats dans le cadre du dispositif dérogatoire prévu par le décret n° 2020-569 du 13 mai 2020,

**Il est convenu ce qui suit :**

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> – OBJET**

Par la présente convention, la commune / l'établissement de \_\_\_\_\_ par délibération du \_\_\_\_\_ délègue, selon les modalités ci-après, au Centre de Gestion du Pas-de-Calais, la mise en œuvre de la procédure de sélection des candidats dans le cadre du dispositif dérogatoire d'accès par la voie du détachement à un cadre d'emplois de niveau supérieur ou de catégorie supérieure institué en faveur des fonctionnaires bénéficiaires de l'obligation de l'emploi des travailleurs handicapés.

## **ARTICLE 2 : ETENDUE DE LA DELEGATION AU CENTRE DE GESTION**

La délégation prévue à l'article 1 de la présente convention comprend:

- La création et la mise à disposition du dossier de candidature via le logiciel concours,
- La création d'un accès sécurisé pour le(s) candidat(s),
- L'étude de la recevabilité des dossiers de candidatures,
- La nomination des membres de la commission d'évaluation,
- La présidence de ladite commission,
- La sélection des candidats autorisés à passer un entretien,
- L'audition des candidats,
- L'établissement d'une liste de candidats à proposer à l'autorité territoriale,
- L'évaluation à l'issue de la période de détachement

## **ARTICLE 3 : RÔLE DE L'AUTORITE TERRITORIALE**

L'autorité fixe le nombre d'emplois susceptibles d'être offerts au détachement dans un cadre d'emplois de niveau supérieur ou de catégorie supérieure.

Ces emplois font l'objet d'un avis d'appel à candidature publié sur le site internet de l'autorité territoriale de détachement ou diffusé, à défaut, par tout moyen assurant une publicité suffisante.

Il appartient à la collectivité, au vu de cette liste, de retenir les candidats, de suivre le déroulement de leur période de détachement et de procéder à l'issue soit au renouvellement du détachement soit à l'intégration soit à la réintégration dans son cadre d'emploi d'origine.

La collectivité / l'établissement fournit la liste des candidats au Centre de Gestion.

## **ARTICLE 4 : COMPOSITION DE LA COMMISSION D'EVALUATION**

En application de la délégation, la commission d'évaluation est présidée par le président du Centre de Gestion du Pas-de-Calais agissant par délégation ou son représentant, agent d'un cadre d'emplois d'un niveau équivalent ou supérieur au cadre d'emplois de détachement.

La commission se compose en outre :

- du référent handicap du centre de gestion du Pas-de-Calais ;
- d'un représentant du service RH de la collectivité.

L'intervention d'agents de la collectivité ou de l'établissement ne donnera pas droit à rémunération par le Centre de Gestion.

Le représentant du président, membre de la commission peut changer si la commission se prononce sur l'accès à des cadres d'emplois différents.

La commission se réunit au siège du centre de gestion.

## **ARTICLE 5 : L'ORGANISATION DE LA SELECTION**

Les candidats pourront s'inscrire sur le site internet du Centre de Gestion du Pas-de-Calais. Le dossier de candidature sera fourni à la collectivité. A défaut, le dossier de candidature sera fourni à la commune ou à l'établissement par le Centre de Gestion du Pas-de-Calais.

Le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais se charge ensuite de recueillir les dossiers de candidature des candidats dans les délais qui auront été fixés et d'en vérifier la complétude et la recevabilité conformément à l'article 20 du décret n° 2020-569 du 13 mai 2020. Il se réserve le droit de refuser de procéder à la sélection professionnelle si le candidat ne remplit pas les conditions d'éligibilité au dispositif de promotion dérogatoire.

Le Centre de Gestion du Pas-de-Calais est chargé de convoquer par courrier ou via leur accès sécurisé les candidats ainsi que les membres de chaque commission de sélection.

La commission auditionne les candidats sélectionnés au cours d'un entretien d'une durée de quarante-cinq minutes au plus sur la base du dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle établi par le candidat.

Cet entretien a pour point de départ un exposé de dix minutes au plus du candidat sur son parcours professionnel.

La commission apprécie la motivation, le parcours professionnel et la capacité du candidat à occuper les fonctions de niveau supérieur ou de catégorie supérieure que recouvrent les missions du cadre d'emplois dans lequel il a vocation à être détaché puis, le cas échéant, intégré.

L'avis d'une ou plusieurs personnes peut être sollicité par la commission.

A l'issue des auditions, la commission établit la liste des candidats proposés au détachement.

Les candidats proposés par la commission et retenus par l'autorité territoriale sont détachés auprès d'elle.

## **ARTICLE 6 – EVALUATION EN FIN DE PERIODE DE DETACHEMENT**

A l'issue de la période de détachement, la commission procède à une nouvelle appréciation de l'aptitude professionnelle du fonctionnaire.

La commission auditionne le fonctionnaire détaché au cours d'un entretien d'une durée de quarante-cinq minutes au plus sur la base du rapport d'appréciation élaboré par le supérieur hiérarchique. Cet entretien a pour point de départ un exposé de dix minutes au plus du fonctionnaire portant sur les principales activités réalisées pendant la période de détachement. La commission apprécie les capacités du fonctionnaire à exercer les missions du cadre d'emplois de détachement.

L'avis d'une ou plusieurs personnes peut être sollicité par la commission.

La commission peut :

- 1° Déclarer le fonctionnaire détaché apte à intégrer son nouveau cadre d'emplois ;
- 2° Proposer le renouvellement du détachement ;
- 3° Proposer la réintégration du fonctionnaire dans son cadre d'emplois d'origine.

Si la commission propose un renouvellement du détachement, l'autorité territoriale de détachement peut :

- soit consentir à ce renouvellement pour la même durée que le détachement initial,
- soit faire prononcer la réintégration du fonctionnaire dans son cadre d'emplois d'origine.

Le fonctionnaire bénéficie alors d'un entretien avec l'autorité d'emploi du cadre d'emplois de détachement, en lien avec le référent handicap, afin de procéder à une évaluation de ses compétences professionnelles et d'identifier, le cas échéant, les mesures d'accompagnement de nature à favoriser son intégration dans le cadre d'emplois de détachement, dans les conditions prévues aux articles L 131-7 et L 131-8 du Code Général de la Fonction Publique.

A l'issue de la période de renouvellement, il est procédé à un nouvel examen de l'aptitude professionnelle du fonctionnaire, dans les mêmes conditions qu'à l'issue de la première période de détachement.

Par ailleurs, si l'appréciation de l'aptitude du fonctionnaire ne puisse faire preuve des capacités professionnelles suffisantes pour exercer les missions du cadre d'emplois de détachement, le fonctionnaire est réintégré de plein droit dans son cadre d'emplois d'origine.

Le fonctionnaire bénéficie d'un entretien avec l'autorité territoriale d'origine afin de procéder, en lien avec le référent handicap, à une évaluation de ses compétences professionnelles et d'identifier, le cas échéant, les mesures de nature à favoriser sa réintégration professionnelle dans son administration d'origine, dans les conditions prévues aux articles L 131-7 et L 131-8 du Code Général de la Fonction Publique.

## **ARTICLE 7 - MODALITÉS FINANCIÈRES**

La délégation est financée par la cotisation additionnelle. Elle ne donne droit à aucune facturation par le Centre de Gestion.

Par ailleurs, les frais qui seraient induits pour le candidat (déplacement, restauration, hébergement, etc...) ne sont pas pris en charge par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais.

## **ARTICLE 8 – DURÉE DE VALIDITÉ**

La présente convention est conclue pour la durée du dispositif d'accès par la voie d'accès par la voie du détachement à un corps ou cadre d'emplois de niveau supérieur ou de catégorie supérieure instituées en faveur des fonctionnaires bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés.

## **ARTICLE 9 – LITIGES**

Tout litige persistant résultant de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative d'accord amiable.

A défaut d'accord, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Lille, 5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire, 59000 Lille.

A Bruay-la-Buissière, le xxxxxxxx

Pour la collectivité adhérente :  
(qualité)

Pour le Centre de Gestion de la Fonction  
Publique Territoriale du Pas-de-Calais

Le Maire / Président  
Cachet et signature

Le Président  
René HOCQ